

Jeu d'échecs en bois de rose

Tribune – Edito - Ndimby A. - 21/07/14

Je ricane en contemplant depuis quelques semaines de certaines stratégies dans le secteur du bois de rose. On se souvient de ces déclarations fracassantes d'il y a deux semaines sur un projet de brûler les stocks de bois de rose, du moins « ceux qui se seraient détériorés ». Déjà, cela me semble très curieux : si le bois de rose a tellement de valeur, c'est qu'il a des qualités imputrescibles, et n'a donc pas vocation à s'abimer après quelques années dans les stocks. Qui a donc intérêt à brûler quelques rondins, si ce n'est pour créer *un écran de fumée* utile pour qui aurait besoin de se mettre derrière ?

Mes convictions tendent plutôt vers une tentative de manipulation de l'opinion publique. En annonçant une pseudo-intention de brûler des stocks de bois de rose, les initiateurs de cette stratégie cousue de fil blanc voulaient générer une levée de boucliers contre cette mesure inacceptable. Objectif ? Pousser le maximum de personnes à protester publiquement contre ces destructions, et à demander qu'une solution *a priori* plus intelligente soit mise en place : une vente qui puisse profiter aux finances de l'Etat. C'est un peu une stratégie de pêche artisanale : on s'agit d'un côté afin de pousser les poissons vers le côté où le filet les attend. Et quand on voit le nombre de « poissons » qui sont allés remuer leur queue dans les rails de la stratégie, on se dit qu'il y a quand même beaucoup de naïfs (pour rester poli) qui ont accepté de participer à la farce. Il n'y a qu'à faire le décompte de ceux qui se sont empressés de s'exprimer dans ce sens sur les réseaux sociaux, ou durant les émissions radios dans lesquelles les auditeurs peuvent intervenir en direct.

Vendre les stocks de bois de rose : n'est-ce pas déjà ce qu'Andry Rajoelina et sa clique avaient projeté de faire avec [un décret scélérat](#) avant de quitter le pouvoir, mais qu'ils n'avaient pu mettre en œuvre grâce à l'opposition des partenaires techniques et financiers et de la société civile ? Par conséquent, manipuler l'opinion publique pour qu'elle se mette à soutenir l'idée d'une vente immédiate n'est en définitive qu'une grosse ficelle tactique dont les bénéficiaires finaux ne pourront être que les milieux politico-financiers qui sont de mèche avec les trafiquants. Andry Rajoelina s'était agité pour un forcing des ventes avant les élections présidentielles et législatives. Et maintenant, à la veille des élections communales, le stratagème pour pousser à une vente bâclée réapparaît.

Certaines institutions, qui sont pourtant *a priori* de bonne foi, se sont même rendues complices involontaires pour animer le buzz autour de cette pseudo-destruction. L'Ambassade américaine à Madagascar s'est par exemple fendue d'un sondage à partir de sa [page Facebook](#), en posant les questions suivantes, dont la neutralité est évidente : « *Selon votre opinion, de quelle manière le gouvernement Malgache devrait-il agir face à ces stocks de bois de rose récemment saisis ? (...) Faut-il les brûler ou les détruire pour que personne ne puisse en profiter (de la même façon que l'ivoire illégal a été détruit après la saisie ; ou vendre les bois de rose et utiliser les fonds pour protéger l'environnement ?* ». C'est comme si on posait une question faussement innocente du style « vous préférez qu'on vous donne un gâteau ou une gifle ? ». Qui va s'attendre à ce que les partisans de la gifle soient l'opinion majoritaire ?

Vendre les stocks : bonne idée, à condition que ...

De manière générale, l'idée de vendre ces stocks de bois de rose pour renforcer les finances publiques est une excellente idée. Après cinq ans de transition dirigée par un type dont la seule université a été les dance-floors, Madagascar s'est enfoncé dans un ensemble de problèmes socio-économiques gravissimes. Les besoins sont donc innombrables pour relancer le processus de développement. Il y a des routes à réhabiliter ; la sécurité urbaine et rurale à assurer ; des enseignants FRAM à payer ; des centres de santé à remettre à flots ; les criquets à éradiquer ; les ordures à enlever ; le secteur privé à soutenir ; Air Madagascar à sortir des zones de turbulence etc. Face à tous ces défis, la recette des bois précieux, [estimée à 20 millions d'euros](#), serait donc appréciable.

Mais de manière spécifique, la vente de bois de rose ne sera une excellente idée que dans des conditions extrêmement solides de bonne gouvernance et de transparence, aussi bien sur l'origine des bois vendus que de la destination du produit des ventes. Or, dans le flou non artistique total qui règne actuellement sur le secteur, la mise en œuvre d'une vente ne fera que profiter aux trafiquants et à leurs complices, et favoriser de nouvelles coupes. Quand l'Etat n'a manifestement pas la capacité à assurer son autorité sur l'étendue du territoire à sa charge, ni dans ses parcs nationaux, ni dans les entrepôts de bois de rose saisi et placé sous sa garde (dont certains sont dans des camps militaires), ni le long de ses côtes, on se demande comment une vente de bois de rose dans ces conditions pourrait-elle véritablement être faite au nom de l'intérêt supérieur de la Nation, et pas au nom de l'intérêt supérieur de la ration de certains groupes de la [winning coalition](#) aux commandes depuis la Transition, et ont l'appétit nécessaire pour manger la manne du bois précieux depuis des années [1].

Malgré les déclarations grandiloquentes de Monsieur Rajoelina, du Premier ministre Beriziky, du Premier ministre Kolo et du Président Rajaonarimampianina, force est de constater que chaque semaine apporte son lot de nouvelles sur des bateaux attrapés avec des cargaisons de bois de rose dans des ports en Afrique ou en Asie. Si ces bateaux sont arrivés là, c'est qu'ils ont bien dû partir de quelque part. Et s'ils sont partis, c'est que beaucoup de monde a fermé les yeux, du fait d'incompétence, d'impuissance ou de corruption. Et on peut se demander à quoi sert aux contribuables la plus-d'une-centaine de généraux qu'ils payent à ne rien faire, au vu de leurs résultats dans la lutte contre le banditisme, les *dahalo* et la protection des côtes.

Mais il y a sans doute des opportunités d'avancer des pions. « *L'accès à l'information traduit concrètement le droit des citoyens à connaître les fondements des décisions prises par toutes administrations publiques. Ce droit constitue la base de la bonne gouvernance. Un projet de loi existe depuis 2008 mais son adoption n'était pas encore rendue possible au vue du contexte de transition politique* » affirme le communiqué du Conseil des ministres en date du [10 juillet 2014](#). Il faut donc que la société civile prenne l'Etat à son propre jeu en exigeant la publication de certaines informations sur les propriétaires de stocks et de bateaux saisis, et demander des comptes sur le suivi de ces affaires qui paraissent dans la presse. La transparence de l'information et le refus de l'impunité sont déjà de bonnes étapes vers l'état de Droit [\[2\]](#).

Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre scepticisme sur l'efficacité à attendre de la lutte contre ce trafic (relire à ce propos [Ça ne sent pas la rose, sauf celle du bois](#), daté du 22 avril 2014 mais qui reste toujours d'actualité sur la question des réseaux). Ce qui a changé depuis, c'est que le Comité de pilotage (impuissant et inefficace) a été dissout au profit d'un Comité interministériel dont ont été exclus les empêcheurs de tourner en rond, à commencer par la Banque mondiale et l'Alliance Voahary Gasy. Le ministre Anthelme Ramparany a donc eu les mains libres pour tripatouiller un plan d'action foireux qu'il est ensuite allé présenter à la CITES à Genève au mois de juin. Et ce qui doit arriver à tous les plans foireux arriva : [Fiasco total](#), ont titré nos confrères de la Gazette de la Grande Ile. La copie doit donc être revue et corrigée. Mais d'ici là, combien de bateaux chargés de bois de rose vont encore être attrapés à Zanzibar, Singapour, Mombasa, Colombo ou ailleurs ?

« *Nofinofy mbola sarotra amboarina, Ny ho avin'ity Gasikara* » (Gangstabab)

Notes

[\[1\]](#) Et on, se demande aussi quel est l'intérêt dans ce contexte de revendiquer les fameuses îles éparées, alors que l'Etat n'est même pas fichu de veiller sur l'île non éparse.

[\[2\]](#) L'expérience d'autres pays montre que la société civile peut conquérir des luttes qui semblent perdues d'avance, comme au Gabon où Marc Ona Essingui a reçu le [Prix Goldman 2009](#) (l'équivalent du Prix Nobel dans l'environnement) pour avoir su s'opposer à l'Etat et aux intérêts économiques pour protéger la forêt gabonaise.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Jeu-d-echecs-en-bois-de-rose.20111.html>